

Éducateur

SER



L'anglais: *forward!*

Ce qu'il en coûtera

«Une majorité des commissaires ne peut adhérer à la condition exigeant la neutralité des coûts.» (...) Par 13 voix et 1 abstention, la commission propose au Grand Conseil d'accepter le postulat de la commission HarmoS 12.157, du 3 octobre 2012, «Une étude de faisabilité complète et une prise en compte des moyens pour une rénovation des filières au cycle 3.»¹

Comme nous le faisait remarquer un spécialiste, on peut augmenter la productivité sans investissement supplémentaire, à condition d'optimiser les processus. (sl)

¹ Rapport de la commission HarmoS chargée de l'examen du rapport d'information du Conseil d'Etat concernant un projet de rénovation des filières au cycle 3
www.ne.ch/neat/site/jsp/rubrique/rubrique.jsp?styleType=bleu&DocId=53922

Performer ou ne pas performer?

On s'est laissé dire¹ que dans la compétition trisannuelle des écoles publiques (bizarrement appelée «enquête Pisa»), le Valais se trouverait en réalité derrière Fribourg. Les défenseurs du projet de rénovation de l'école neuchâteloise (qui doit notamment conduire à de meilleures performances des élèves)

devraient donc logiquement se tourner du côté de la cité des *Zähringen*² pour chercher leur inspiration. Ah... on nous souffle que l'école fribourgeoise, pour performante qu'elle soit, connaît un système à filières. Flûte! (sl)

¹ http://pisa.educa.ch/sites/default/files/20111205/pisa_fr.pdf
² Comme disent les journalistes sportifs.

Comparaison n'est pas...

«Certains commissaires regrettent enfin que la 11e année soit comptabilisée comme première année pour les maturités «académiques» afin de correspondre aux exigences de la Confédération. L'exemple du Valais, cité à de nombreuses reprises, devrait mentionner que dans ce dernier canton, la durée du cursus académique est de 4 ans après la 11e année¹.» (sl)

¹ Rapport de la commission HarmoS

Et pourquoi pas?

Dernière minute: les agents de l'OISO¹ ont retrouvé la 5e variante étudiée par le Groupe «filières». Selon ces documents exclusifs, le DECS² aurait sérieusement envisagé la mise en place d'un cycle 3 complètement

hétérogène, avec des regroupements multi-âges, avant de revenir fort heureusement à des solutions plus raisonnables.

Afin de ne pas froisser un corps enseignant qui ne voit généralement dans les classes à degrés multiples qu'une façon déguisée de faire des économies (alors que les bienfaits pédagogiques de ce mode d'organisation ont par ailleurs été largement démontrés), cette proposition a été retirée par le groupe de projet sur l'assistance des conseillers stratégiques des responsables politiques, ainsi que des chargés de mission au sein de l'administration publique. Cette révélation jette une lumière nouvelle sur la créativité de nos élites, s'agissant de la réforme du système d'instruction publique. (sl)

¹ Office des investigations supplémentaires et de l'ordre (en chambre).

² Département de l'école, des connaissances et du savoir.

Coquille

Le rapport d'information sur le projet de rénovation, même dans sa version remaniée, comporte la mention de classes de «réinsertion du comportement». Nous n'avons pas d'explication sur

ce que cette expression peut signifier, mais nous continuons à chercher... (sl)

A la carte

Une initiative populaire fédérale vise à limiter l'éducation sexuelle à un simple enseignement de biologie reproductive. Même s'il admet que personne dans le canton de Neuchâtel ne remet en cause les programmes d'éducation sexuelle, *L'Impex* s'interroge et mène l'enquête. «Que pensent les adolescents de l'éducation sexuelle? Ont-ils vraiment besoin de ces cours? Reportage au cœur du collège secondaire de la Fontenelle, à Cernier¹.»

La question n'est certes pas dénuée d'intérêt. Mais on se demande comment se prononceront les élèves lors des prochaines enquêtes de *L'Impex*. «Que pensent les adolescents de l'enseignement de l'allemand? Ont-ils vraiment besoin de ces cours?» (sl)

¹ *L'Impex* du 25 octobre 2012.

Juste milieu

«J'ai entendu tout et son contraire sur «les profs», éventuellement de la bouche des mêmes personnes. «Les

profs», ces fonctionnaires résiliences individuelles et fainéants repus de vacances, devenues de la nation, rien devenaient parfois, à l'aune que ça¹.» d'une reconnaissance lointaine et durable, des figures quasi sacrificielles, sacerdotales et laïques, sources de

¹ www.rue89.com/2012/10/22/reforme-de-lecole-beaucoup-de-profs-ne-savent-pas-ecouter-236411

Il n'est pas interdit de raisonner

Aujourd'hui tout le monde semble avoir admis que 15 à 20% des jeunes quittent l'école sans savoir lire¹.

On peut se dire que les 20% d'élèves quittant l'école à 15 ans sans savoir lire ne doivent se trouver ni en section de Maturités ni en Moderne (l'illettrisme constituant un handicap tel qu'ils ne peuvent suivre l'enseignement dispensé dans les sections à exigences élevées). Ces élèves sont donc en section Préprofessionnelle.

Etant donné l'établissement scolaire lambda, dont 150 élèves sortent chaque année, les 20% ne sachant pas lire correspondent à 30 individus. Etant donné deux classes pré-professionnelles de dernière année, comptant chacune 18 élèves. Si l'on omet les quelques élèves de la classe spéciale², il se trouve dans chaque classe 12 élèves qui ne savent pas lire. Sur un effectif de 18, cela fait 2/3 (deux tiers) d'élèves illettrés...

Comme Pisa est la religion la plus répandue parmi les décideurs, on continuera à proclamer que 15 à 20% etc. On oublie juste de questionner l'instrument de mesure. L'enquête est maintenant «externalisée» (l'organisation a été confiée à l'institut MIS-Trend). Les tests sont généralement indigestes pour des adolescents. Ils sont passés en fin de dernière année scolaire et tout ce qu'on demande aux élèves est de «jouer le jeu». Même les individus de très bonne volonté, après avoir commencé par «jouer le jeu», laissent plus ou moins vite tomber...

«Je ne crois aux statistiques que lorsque je les ai moi-même falsifiées³.»

(pg/sl)

¹ www.lesenlireleggere.ch/fr/tagung_2012_information.cfm?nav=224

² Il arrive d'ailleurs souvent que ces élèves soient omis.

³ Citation attribuée à Churchill.

Publicité

L a u s a n n e

La Direction de l'enfance, de la jeunesse et de la cohésion sociale recherche un-e

Chef-fe de service (100%) Ecoles primaires et secondaires de Lausanne

Missions principales: diriger le service des écoles primaires et secondaires de la ville (430 collaborateurs/trices) - coordonner, avec les directeurs d'établissements, la gestion des écoles lausannoises - garantir l'entretien, la construction et la rénovation des bâtiments scolaires - planifier et élaborer les projets d'infrastructure et d'organisation liés au développement de la ville - assurer le fonctionnement du Conseil et des commissions d'établissements - organiser et gérer les devoirs surveillés et les transports scolaires - consolider et développer les structures parascolaires pour les élèves des cinq dernières années de la scolarité obligatoire.

Profil souhaité: titre universitaire ou formation équivalente - titre pédagogique pour l'enseignement ou maîtrise du système scolaire - 10 années de pratique professionnelle de direction d'établissement, d'institution de formation ou de conduite de projets - formation ou expérience en gestion publique et en management - aptitude à mener ou participer à des projets et activités incluant divers partenaires - aisance relationnelle et intérêt pour le travail en partenariat et en réseau - sens du service au public et attrait pour les domaines de l'urbanisme et de la construction - excellentes dispositions rédactionnelles et aptitude à s'exprimer en public.

Entrée en fonction: 1^{er} novembre 2013 ou à convenir

Contact: M. Gérard Dyens, chef de service, 021 315 64 10, gerard.dyens@lausanne.ch

Dossier: M. Oscar Tosato, Direction de l'enfance, de la jeunesse et de la cohésion sociale, Conseiller municipal, Chauderon 9, Case postale 5032, 1002 Lausanne

Délai de postulation: 31 décembre 2012

Nos postes sont ouverts tant aux femmes qu'aux hommes.

tous les postes sur www.lausanne.ch/emploi



Passer énormément de temps devant un écran (ordinateur, téléphone portable, tablette numérique, téléviseur) limite les capacités de réflexion, en particulier celles de nos chères têtes blondes.

John Vuillaume

Le tout numérique tue l'approfondissement de la réflexion

► Le constat est inquiétant. Si je compare deux très bonnes classes de maturité gymnasiale entre 2000 et 2012, force est de constater qu'à potentiel égal les lycéennes et lycéens d'aujourd'hui ont beaucoup plus de peine à approfondir une réflexion qu'autrefois. Un recours nettement moins assidu aux livres et une exposition trop prégnante et trop exclusive à des stimulations électroniques sont à la base de cette régression mentale. Ne jetons cependant pas la pierre aux enfants nés dans l'informatique ou à leurs parents qui ont cru bien faire en veillant à ce que leur progéniture soit

hyperconnectée dès son plus jeune âge! Mais il est clair que le rôle de l'enseignant-e est de faire découvrir à ses élèves en quête de savoirs tout le bénéfice de la fréquentation des livres lorsqu'on est appelé à approfondir un sujet, quel qu'il soit. Si je m'intéresse par exemple à la civilisation égyptienne, il va de soi que la lecture d'un ouvrage de vulgarisation rédigé par un spécialiste en égyptologie qui a voué sa vie à sa passion m'apportera davantage que celle d'un blog tenu par un amateur qui s'est piqué de sciences de l'Égypte ancienne depuis quelques semaines seulement!

Quand les professionnels de l'enseignement que nous sommes font clairement passer le message, nos élèves le saisissent parfaitement. Le fait que de nombreux *geeks* de la Silicon Valley inscrivent leurs enfants dans des écoles traditionnelles où les écrans n'ont pas leur place¹, alors qu'ils n'hésitent pas à inonder de matériels informatiques ceux des autres, devrait nous interpeller. Prendraient-ils cette précaution si leurs petits bijoux technologiques avaient le pouvoir de rendre nos bambins plus intelligents? ●

¹ *Le Nouvel Observateur*, no 2503, p.13

En bref

Un vrai coup de pouce aux parents¹

Du soutien pour écrire une lettre, parler des enfants ou obtenir des conseils et sortir de l'isolement, voilà ce que propose le nouvel Espace parents. La Ville de Neuchâtel, qui est en train de développer son offre parascolaire, a décidé de soutenir l'EPER pour mener à bien le projet Espace parents dans deux quartiers: celui, très métissé, de Serrières, dans la Villa Yoyo, et celui des Acacias, dans la salle de loisirs du quartier. Depuis avril dernier, l'EPER propose ainsi aux parents, notamment ceux issus de la migration, un premier relais pour faire face aux difficultés du quotidien. Si certains viennent pour sortir de leur isolement, d'autres viennent avec

des demandes ayant trait à leur rôle de parents ou à des besoins concrets, car souvent, l'illettrisme, voire l'analphabétisme, les rend démunis. Une animatrice sociale sert de premier relais pour les soutenir dans leurs démarches quotidiennes, en les aidant à rédiger des courriers administratifs ou en les accompagnant à certains rendez-vous (administration, école, pédiatre). Conçu comme un microcosme de l'apprentissage des bases de la vie sociale en Suisse, l'Espace parents offre des pistes de formation en vue d'une meilleure intégration. L'objectif poursuivi est triple: aider les bénéficiaires à sortir de leur isolement, en développant un réseau de connaissances et en participant à la vie de quartier, mieux connaître le système scolaire et para-

scolaire pour développer leurs compétences parentales, et enfin acquérir, par une meilleure maîtrise du français, de nouvelles compétences sociales et une meilleure intégration. (cpi)

¹ Article initialement paru dans la Vie Protestante du 26.08.12 sous la plume de Carole Pirker.

Qui a dit?¹

1. «On a surtout envie de communiquer certaines valeurs auxquelles je crois, par exemple, des valeurs d'identité, de cohésion cantonale, des valeurs de respect, de solidarité.»
2. «Aujourd'hui, on essaie de remettre les chômeurs au travail. C'est un immense boulot.» (sl)

¹ Réponses du quiz précédent: 1. Yvan Perrin; 2. Philippe Gnaegi.

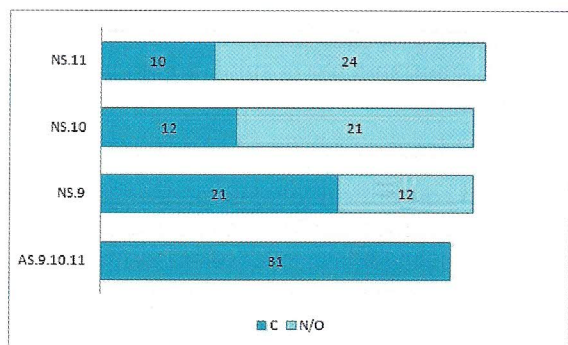
Neuchâtel. Réforme de l'école secondaire. Il est impératif de donner de la consistance à ce projet, faute de quoi nous passerons à côté des intentions ambitieuses et généreuses qui ont présidé (ou auraient dû présider) à son élaboration.

Stefan Lauper

Fermé pour rénovation (2/2)

Les bons deviendront meilleurs. Et les autres?

► Autre problématique liée à l'éclatement du groupe-classe: comment l'école peut-elle continuer à assumer valablement ses missions d'intégration sociale et d'éducation à la citoyenneté en rognant au fil des ans le temps passé dans un même groupe de pairs? «La finalité de l'école, ce n'est pas l'«apprendre», c'est l'«apprendre ensemble pour vivre ensemble». L'école est un lieu où l'on apprend ensemble et où l'on apprend ensemble à vivre ensemble. Et la finalité des savoirs, c'est bien la capacité à insérer, pour la faire discuter, la culture d'appartenance du pays dans lequel ces savoirs sont enseignés et, au-delà, la culture universelle.» Sachant que «les établissements auront besoin d'un programme informatique performant pour mettre en place ce nouveau système (gestion des classes et des niveaux d'élèves)²», on comprend que complexité sera le deuxième prénom du nouveau système.



Nombre de périodes

C = en commun

N/O = niveaux/options

NS = nouveau système

AS = ancien système (moyenne)

Les meilleurs élèves n'auront probablement aucune peine à évoluer dans de multiples groupes de compositions différentes. Mais les autres? Nous pensons que c'est en limitant le nombre de disciplines à niveaux (voire en les supprimant) et en mettant en place des conditions cadres favorables à la différenciation pédagogique que le système serait en mesure d'apporter les réponses les plus appropriées à chaque élève. A cet égard, si l'on voulait vraiment accorder plus d'importance à une discipline (par exemple, l'anglais) – à supposer que l'on considère essentiel que tous les élèves atteignent les compétences de base – il serait plus raisonnable de doubler les périodes et non d'installer un outil de sélection supplémentaire.

Deuxièmement, l'élaboration de «profils individualisés» et, plus généralement, la prétention à «individualiser l'enseignement». Si ces concepts peuvent à première vue présenter un certain attrait, ils ont une proximité alarmante avec l'individualisme, cette attitude destructrice et habituellement décriée par quiconque s'engage pour la collectivité. Dès lors, comment ne pas voir que la promotion du «chacun pour soi» nous fait courir le risque d'un détournement de l'institution scolaire en un «service public de la réussite individuelle»? Prévoir la possibilité de fréquents changements de niveaux ouvre les portes de l'école aux pratiques de lobbying parental, exercées comme de bien entendu par les familles dont les rejetons ont le moins besoin d'aide...

Plutôt qu'une «école à la carte» pour les élèves performants, nous militons pour la différenciation dans des classes réellement hétérogènes. Pour que cette notion ne reste pas une coquille vide mais qu'elle puisse s'inscrire dans les pratiques de l'institution, il faudra chercher à développer une culture commune au sein des établissements et des équipes pédagogiques, ce qui implique que des formations ciblées et consistantes soient proposées et que du temps professionnel (c'est-à-dire rémunéré...) soit consacré à la concertation et à la mise en place et au fonctionnement des dispositifs.

Sur un autre plan, on veillera à laisser aux équipes pédagogiques une large autonomie et une grande souplesse dans le choix des moyens d'enseignement, à l'opposé du contrôle tatillon que le DECS a souvent privilégié. Ce qui peut ressembler à des «scories» pour des responsables administratifs avides d'uniformité dans le paysage des moyens d'enseignement, peut au contraire témoigner de l'inventivité des professionnels du terrain et de l'irréductibilité de la relation pédagogique à une base de données officielle, fût-elle publiée *online*.

Troisièmement, la volonté affichée de mettre les structures de l'école en conformité avec les attentes du monde du travail. L'intention de «valoriser les élèves de l'ensemble des sections³» est louable et la possibilité pour l'élève de rejoindre des groupes à plus fortes exigences probablement motivante pour certains. Il n'en reste pas moins que l'élaboration de 32 profils individuels nous paraît vouée à se trouver rapidement simplifiée et traduite en une grille plus simple et plus claire, par exemple en quatre couches de huit profils, les premières couches correspondant aux meilleurs candidats, les dernières menant aux «solutions transitoires» ou vers les parcours chaotiques déjà courants aujourd'hui. Les profils des sujets des «couches profondes» risquent de les écarter du «marché» des futurs étudiants et apprentis, et ils resteront probablement sur le carreau. Pourrons-nous alors les regarder en face?

D'ailleurs, le «maintien des classes de l'enseignement spécialisé [étant] préconisé dès la 9e année», il se pourrait même que des élèves terminent leur scolarité sans profil du tout. Nous aurions aimé découvrir un modèle qui prenne au sérieux les difficultés d'insertion de certains élèves. Par exemple en proposant un accompagnement personnalisé d'un projet professionnel, par le biais de la définition d'objectifs de formation en lien avec des débouchés réalistes ainsi qu'un encadrement adéquat. De ce point de vue, les quatre périodes d'«options professionnelles» prévues au degré 11 apparaissent davantage comme un alibi qu'une mesure susceptible d'atteindre cet objectif. Par contre, la mise en place de directions d'écoles responsables du suivi de chaque élève durant l'ensemble de sa scolarité, ainsi que la professionnalisation des cadres de direction semblent un levier intéressant pour répondre à ces préoccupations, pour autant que l'autonomie des établissements soit respectée et que, dans chaque cercle, la coordination et la (re)connaissance entre les intervenants de différents horizons professionnels soient assurées.

Quatrièmement, la répartition en groupes de niveaux et les contraintes organisationnelles entraîneront *de facto* que des quotas seront fixés a priori pour l'orientation des élèves dans les niveaux⁴. Un système qui accepte des décisions d'orientation pour motif de gestion d'effectifs ne peut certes pas recevoir un label d'équité... Là aussi, l'école intégrée serait bien plus juste – et probablement tout aussi efficace, même si ce dernier point n'a pas été étudié par le groupe de travail. Pour rappel, ce point posait problème durant l'année d'orientation (8e) et ne serait que reporté (voire étalé dans la durée) si le projet n'est pas retouché.

Cinquièmement, la «stratégie d'implémentation» du projet et notamment les moyens qui seront consacrés (ou non, en fait plutôt non...) à sa mise en œuvre. L'on sait déjà qu'il s'agit de la principale pierre d'achoppement pour les opposants déclarés. Le chef du DECS se plaît à dire que ces derniers n'ont su lui communiquer aucun besoin concret et qu'il reste à l'écoute. Il faut reconnaître qu'un certain nombre d'enseignants ne veut simplement pas changer de système. Et on dit en effet qu'à défaut d'avoir une bonne raison de refuser quelque chose on trouve généralement une bonne excuse: le manque de moyens... Mais il y a un risque majeur à entrer dans une réforme de cette ampleur en se contentant d'annoncer qu'«on va avec ce qu'on a et qu'on verra ensuite en fonction des demandes». Sans aller jusqu'à voir dans cette déclaration une incitation à faire dysfonctionner le système pour espérer obtenir «quelque chose», nous sommes convaincus qu'il faudra investir massivement (du temps, de l'argent, de l'énergie, de la conviction, de l'écoute...) dans la mise en place de nouvelles structures – pour éviter des coûts encore plus importants par la suite. Prétendre le contraire, c'est avouer que la réussite du projet importe finalement assez peu.

Finalement, le DECS réforme l'école secondaire; il développe également un concept cantonal de pédagogie spécialisée. L'occasion est belle d'élaborer une vision globale de l'école publique pour dégager les moyens nécessaires à la réussite des adaptations de l'institution scolaire, en avançant simultanément dans ces deux dossiers en partenariat avec les principaux acteurs. Certains «moyens» réclamés pour la réforme du cycle 3 pourraient être débloqués au titre de l'application du concordat sur la pédagogie spécialisée. D'un autre côté, il serait dommage de mettre en place un système aujourd'hui, dont on s'apercevrait d'ici peu qu'il recèle de nombreux obstacles pour progresser vers l'école inclusive. Mesurons les efforts investis/demandés à l'aune de l'école d'après-demain et peut-être trouverons-nous les solutions auxquelles nous n'avons pas pensé pour l'école de demain.

En bref. Le rapport soumis au Grand Conseil manque d'ambition. Il ne fait pas la promotion d'une école pour tous, mais apporte quelques ajustements utiles et bienvenus pour une partie de la population scolaire. Par contre, on peut douter que les élèves les moins scolaires tirent profit de cette réforme. A moins que...

Publicité

LudoCrea.ch

Concepts d'espaces de jeux



Modules en filets Corocord
 Equipements de jeux Richter
 Stations de jeux selon Hugo Kükelhaus

Entreprise:
 Responsable Personne compétente:
 Adresse:
 NPA, Lieu:
 Tél/Fax:
 E-mail:

Pour notre documentation faxer ou envoyer l'annonce à:

LudoCrea.ch Grossteilerstrasse 50 6074 Giswil
T: 041 675 0 367 F: 041 675 0 368 info@ludocrea.ch

¹ Michel Develay, A propos des savoirs scolaires, in: *VEI Enjeux* no 123, décembre 2000.

² Rapport, p. 14.

³ Rapport, p. 1.

⁴ Rapport, p. 14.